



## **Union des forces progressistes**

1999 Dandurand, Montréal, H2G 1Y8. Tél : 514-278-9014 sans frais 1-866-278-9014

Communiqué – publication immédiate

### **Rendez-vous des régions :**

#### **Le gouvernement fait des concessions mais il étire surtout la sauce électorale**

Saguenay, le 14 novembre 2002. À la clôture du Rendez-vous des régions qui s'est tenu ces trois derniers jours à Québec, les déléguées et délégués des régions avaient sans doute raison de se réjouir d'avoir réussi à obtenir certains engagements du Gouvernement du Québec. Les mines les plus réjouies étaient cependant du côté gouvernemental. On avait réussi à calmer le jeu et à gagner du temps sans se commettre réellement. Le Québec est en période pré-électorale.

Une centaine d'engagements ont été déposés en réponse aux nombreuses revendications des régions. La plupart de ces engagements portent sur l'ajustement de certaines normes ou services aux réalités démographiques et géographiques des régions du Québec. Sur les deux revendications les plus importantes, soit la décentralisation des pouvoirs et une participation aux redevances sur l'exploitation des ressources naturelles, les résultats sont mitigés. Sur la question des redevances, le gouvernement s'est engagé à faire une étude d'ici le 31 mars prochain. On sait déjà qu'il plaide contre cette formule pourtant tant réclamée par les régions dites «ressources». Sur la question de la décentralisation, il propose des expériences pilotes de décentralisation «à la carte». Sur cette question, le front des régions s'est divisé entre les tenants des structures consultatives actuelles composées de non-élus (CLD, CRCD, etc.) et ceux d'une véritable structure électorale régionale avec les pleins pouvoirs politiques et budgétaires et redevables devant leurs populations.

La bonne nouvelle est sans doute la mise sur pied d'un fonds régional d'investissement en capital de risque partagé entre les fonds de retraite des travailleurs et travailleuses des régions, le gouvernement du Québec et le fédéral, advenant qu'il accepte d'y participer. Les régionaux en ont assez de dépendre des sources de financement comme la SGF qui ne connaît pas les régions et qui pose souvent de nombreux obstacles au financement de projets qui démarreraient plus rapidement si les régions en contrôlaient les modalités.

L'Union des forces progressistes se réjouit de constater que les revendications de sa plateforme concordent avec celles des régions du Québec. Le co-porte-parole Pierre Dostie, qui réside à Saguenay, a rappelé que l'UFP réclame rien de moins que mise en place de structures électorales favorisant la maîtrise politique et économique des communautés sur leur propre développement. «Les régions ont besoin non pas seulement de belles paroles mais d'un soutien accru et efficace au développement économique, notamment par des redevances sur la gestion des ressources naturelles, l'instauration d'une péréquation et le développement de chantiers coopératifs». L'UFP participera à la Commission parlementaire nationale sur la régionalisation annoncée aujourd'hui, afin de faire valoir les éléments de sa plateforme qui concorde avec les demandes des régions.

Pierre Dostie, V-P et porte-parole, cel : 418-540-3285 [pierre.dostie@ufp.qc.ca](mailto:pierre.dostie@ufp.qc.ca)

Molly Alexander, V-P et porte-parole, cel : 514-502-2228 [molly.alexander@ufp.qc.ca](mailto:molly.alexander@ufp.qc.ca)